

SOUS LES RÉVOLTES ARABES : ILLÉGALISMES POPULAIRES & RÉSISTANCES QUOTIDIENNES

La plupart des commentateurs occidentaux, dont la vision est déformée par l'idéologie du « choc des civilisations » et l'islamophobie ambiante, ont perçu les révoltes arabes comme des « miracles » incompréhensibles. Une multitude d'observateurs décrivent pourtant depuis plusieurs années les transformations profondes qui bouleversent les sociétés arabes et témoignent de leur vitalité, en dépit de la chape de plomb imposée par des États autoritaires. Ces analyses peuvent-elles nous aider à comprendre les événements de l'année 2011 ? C'est la question à laquelle cet article s'efforce de répondre, en s'attachant au cas égyptien, à travers la lecture de *Life as Politics* d'Asef Bayat. Par **RAPHAËL KEMPF***.

L'affaire est entendue : c'est l'explosion de la rue qui a fait chuter les *raïs* tunisien et égyptien au début de l'année 2011. Des manifestations surgies d'on ne sait où ont fait vaciller des régimes que l'on croyait inamovibles. Les métaphores n'ont pas manqué pour exprimer la surprise face à ce « miracle » arabe. Du « surgissement » à l'« éruption », les termes choisis laissent entendre l'étonnement des commentateurs.

S'il était évidemment impossible de prévoir quoi que ce soit, l'apparition soudaine des peuples arabes comme acteurs politiquement conscients et engagés n'a pu sembler miraculeuse qu'à ceux qui

manifestations de février 2011 sur la place Tahrir. C'est ne pas tenir compte non plus de la transformation du rapport à l'islam à l'œuvre dans ces sociétés. Dès 1995, Asef Bayat avait proposé une réflexion sur le « *post-islamisme* », qu'il prolonge dans *Life as Politics* (p. 241-251). Il perçoit « *un effort pour réunir la religiosité et les droits, la foi, l'islam et la liberté* », une entreprise « *visant à lier l'islam et les choix et libertés individuelles avec la démocratie et la modernité* » (p. 243). Si la religion reste un horizon des sociétés du Moyen-Orient, elle ne vise pas à contrôler tous les aspects de la vie sociale, et les mouvements rapidement qualifiés

Il fallait être obsédé par l'islamisme, la géopolitique, ou encore convaincu de l'impossible démocratisation des pays arabes, pour ne pas voir qu'il y avait une vie sous les régimes autoritaires.

ignoraient les mouvements de fond de ces sociétés. Il fallait être obsédé par l'islamisme, la géopolitique, ou encore convaincu de l'impossible démocratisation des pays arabes, pour ne pas voir qu'il y avait une vie sous les régimes autoritaires.

La grille d'analyse religieuse est restée la référence de ces dernières années pour approcher les sociétés du Moyen-Orient. A-t-elle été un obstacle pour percevoir leurs dynamiques internes ? Les mises en garde de nombreux intellectuels contre le prétendu devenir islamo-totalitaire des soulèvements de 2011 nous invitent à le penser. Sans guère plus de nuances, on a pu écrire que « *l'islam reste l'horizon indépassable des foules qui se rebellent*¹. » Le même auteur prend aussi la peine d'associer l'islam à des « *situations d'oppression* ». C'est là occulter les appels à un « *État civil, ni religieux, ni militaire* », scandés notamment dans les

d'islamistes en Occident sont aujourd'hui prêts à trouver leur place dans le jeu démocratique.

Au-delà de cette critique empirique de l'obsession pour l'islamisme, tout le mérite d'Asef Bayat, entre de nombreux autres chercheurs, est de montrer que les sociétés arabes existent et agissent, qu'elles ne sont pas figées dans un conservatisme religieux et qu'elles transforment effectivement cette région du monde. En d'autres termes, ces sociétés étaient déjà en voie de démocratisation, avant même le printemps arabe, par le biais de pratiques individuelles et collectives, quotidiennes et silencieuses.

Ces pratiques sont une condition de possibilité des soulèvements et des transformations démocratiques. Les mettre en lumière permet de répondre aux thèses qui analysent le monde arabe et ses mouvements par le haut. Les analyses dominantes

À PROPOS DE

Asef Bayat, *Life as Politics - How Ordinary People Change the Middle East*, Palo Alto, Stanford University Press, 2009, 320 p., 21,95 \$.

Asef Bayat est né et a grandi en Iran. Il a vécu la révolution islamique de 1979 avant d'étudier en Grande-Bretagne, puis de mener une carrière de professeur de sociologie. Il enseigne aujourd'hui aux États-Unis, à l'université de l'Illinois, et est notamment l'auteur de *Street Politics: Poor Peoples Movements in Iran* (Columbia University Press, 1997), de *Making Islam Democratic: Social Movements and the Post-Islamist Turn* (Stanford University Press, 2007) et de *Being Young and Muslim: New Cultural Politics in the Global South and North* (Oxford University Press, 2010).

* **Raphaël Kempf** est juriste, auteur d'un mémoire sur la protection juridictionnelle des droits sociaux en Égypte (université de Nanterre, décembre 2010) et de reportages sur la révolution égyptienne (*Le Monde diplomatique*, mars 2011).

qui ont suivi les grandes manifestations de 2011 se sont ainsi focalisées sur les rapports de force au sommet de l'État et au niveau international, en ne faisant des peuples qu'une variable parmi d'autres de ces calculs stratégiques.

Cette analyse fait écho aux théories de la démocratisation de l'extérieur qui se sont développées au cours de ces dernières années. Dans un article liminaire de son ouvrage (p. 27-39), Asef Bayat critique ainsi le « lieu commun d'un "exceptionnalisme moyen-oriental" » qui a cours en Occident, à partir duquel toute dynamique interne devient inconcevable. Une littérature « transitologique » s'est construite sur cette base, qui visait à aider la « démocratisation » de ces régimes. La transformation du Moyen-Orient devait donc venir d'ailleurs. « Le personnel politique en Occident, et particulièrement aux États-Unis, a urgemment appelé à un changement dans la région et croyait pourtant qu'il ne viendrait pas de l'intérieur, mais de l'extérieur, et par la force » (p. 28). Si l'échec de ce projet est aujourd'hui connu, on sait moins que ce paradigme de la démocratisation par l'extérieur a également eu un volet civil, mis en lumière et critiqué par Asef Bayat.

Il montre ainsi l'importance du *Rapport arabe sur le développement humain*, publié depuis 2002

par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui « en est venu à représenter la plus importante "manifeste pour le changement" "rédigé [en anglais] par les Arabes pour le monde arabe", et qui visait à tracer une voie pour sortir de ce profond malaise en appelant à une "transformation radicale" de la région » (p. 28-29). Ce rapport a été accueilli avec un « enthousiasme démesuré » en Occident (p. 31). En effet, « il confirmait les peurs, revendications et stratégies de « l'expert » occidental – et plus particulièrement dans le contexte crucial pour le Moyen-Orient de l'après 11 Septembre. La communauté des experts voyait à travers les pages du Rapport comment le monde arabe, aujourd'hui considéré comme le cœur du terrorisme global, s'accusait lui-même, tout en proclamant son désir de lancer des réformes politiques et économiques. » (p. 31)

Asef Bayat pointe la contradiction entre ce diagnostic et le remède proposé : si les causes sont internes, le changement viendra d'en haut ou d'ailleurs, disent les experts. « Le Rapport [...] exprime au final une vision élitiste et néolibérale, qui met de côté les revendications d'émancipation » (p. 30). Cette élite ne pouvait naturellement que proposer une « solution réaliste » de changement par le haut, à savoir une « entreprise soutenue par

EXTRAIT LES EMPIÈTEMENTS TRANQUILLES DES GENS ORDINAIRES

Ce que j'appelle *quiet encroachment*, ou empiètement silencieux, désigne les progrès discrets, durables et omniprésents que les gens ordinaires parviennent à réaliser à leur profit au détriment des possédants et des puissants, dans leur effort pour survivre et mieux vivre. Il s'agit d'une mobilisation prolongée, tranquille et pour l'essentiel atomisée, qui se traduit épisodiquement par des actions collectives – ce sont des luttes ouvertes et fugaces dépourvues de *leadership* clairement identifiable et d'organisation structurée. Bien que l'empiètement silencieux soit fondamentalement un « non-mouvement », il diffère des stratégies de survie et de la « résistance au quotidien » en ceci que les luttes et les gains ne se font pas au détriment des autres démunis ou de soi-même (comme dans les stratégies de survie), mais de l'État, des riches ou de la collectivité. De plus, ces luttes ne sont pas seulement défensives, elles ne relèvent pas simplement de la résistance. Elles constituent un empiètement cumulatif, ce qui signifie que les acteurs cherchent à étendre leur espace en gagnant de nouvelles positions

à partir desquelles ils pourront étendre plus encore cet espace. Cette sorte d'activisme silencieux remet en question certaines des prérogatives fondamentales de l'État, notamment le sens de l'« ordre », le contrôle de l'espace public et la définition de l'« urbain ». Mais sa conséquence la plus immédiate est la redistribution de biens sociaux à travers l'appropriation (illégal et directe) de biens de consommation collective (terre, logement, eau et électricité), de l'espace public (trottoirs, intersections et places de stationnement) et de diverses opportunités économiques (conditions, lieux et marques favorables aux affaires).

L'empiètement silencieux n'est pas une politique de la revendication collective ou de la protestation. Il s'agit bien plutôt d'un mélange d'action directe et indirecte, individuelle et collective, qui prend toute son ampleur et son acuité dans le cadre sociopolitique constitué par la combinaison d'un État autoritaire, d'une idéologie populiste et de structures familiales caractérisées par des liens rapprochés. L'État autoritaire et bureaucratique rend

l'expression de revendications collectives dangereuse (du fait de la répression) et moins efficace (du fait de l'impéritie de la bureaucratie); le populisme empêche la formation d'un espace public et de collectifs autonomes, ce qui fait des solidarités primaires le mécanisme le plus fonctionnel du point de vue de la survie et des luttes quotidiennes. La stratégie d'empiètement produit néanmoins à long terme sur le terrain une réalité avec laquelle l'État est bien obligé de composer. Les pauvres parviennent ainsi pour finir à apporter des transformations significatives à leur propre vie, à la structure urbaine et aux politiques sociales. C'est précisément cette centralité de l'*agency*, ou capacité d'agir, des classes populaires urbaines qui distingue l'empiètement tranquille des transformations sociales progressives qui peuvent résulter de l'urbanisation en général. ■

Asef Bayat, *Life as Politics – How Ordinary People Change the Middle East*, Palo Alto, Stanford University Press, 2009, p. 90 et 93.

*l'Occident de réformes graduées et modérées ayant pour objectif la libéralisation des pays arabes*². »

En disséquant ce rapport, Asef Bayat montre que la vision de ses auteurs est « *dépolitisée* », « *élitiste* » et n'a aucune confiance dans les mouvements sociaux et la politique par en bas, soulignant que

concerne les premières, si elles ont pu prospérer – mais sans succès – dans les années 1980, en réaction à des politiques économiques néolibérales, elles ont reflué suite à un retour de bâton de l'État, qui a imposé des mesures de contrôle plus strictes (p. 69). Quant aux mouvements ouvriers, Bayat rappelle à

Au Moyen-Orient, les sans-pouvoirs et gens de peu agissent et construisent leurs propres espaces d'autonomie au détriment des puissants et de l'État.

« *malgré leur rôle essentiel, le Rapport ne montre que peu d'intérêt pour l'idée que les mouvements sociaux et les mobilisations de terrain puissent contribuer à la transformation politique.* » (p. 38)

Le reste du livre montre, à rebours de cette approche élitiste et surplombante, qu'au Moyen-Orient les sans-pouvoirs et gens de peu agissent et construisent leurs propres espaces d'autonomie au détriment des puissants et de l'État. Il s'agit là pour Asef Bayat de l'exercice quotidien et effectif d'une « *citoyenneté active* » (« *active citizenry* ») qui constitue « *une condition préalable pour soutenir une réforme démocratique* » (p. 249). Autrement dit, l'auteur soutient que les sociétés arabes sont en cours de transformation, de l'intérieur, par le biais d'une forme particulière d'activité sociale.

Quand les plus pauvres empiètent sur le terrain des possédants

Dans trois chapitres majeurs de son ouvrage³, Asef Bayat cherche à élaborer une nouvelle grille d'analyse permettant de lire la réalité des transformations et des mouvements dont les sujets se situent souvent au plus bas niveau des sociétés du Moyen-Orient. L'auteur, qui présente lui-même son travail comme une « *innovation analytique* » comprenant de « *nouveaux outils d'analyse qui donnent du sens à des réalités propres à la région* » (p. 5), utilise invariablement trois expressions pour désigner sa thèse : « *l'art de la présence* », les « *non-mouvements* » et les « *empiètements silencieux du quotidien* ». Il considère en effet que d'autres théories plus classiques ne permettent pas de comprendre ce qui se joue au niveau des sociétés du Moyen-Orient, et prend ainsi beaucoup de soin à opérer des distinctions pour asseoir sa thèse.

L'opposition centrale se situe entre la thèse des « *non-mouvements* » et une approche classique des mouvements sociaux et des luttes politiques par lesquels des groupes font valoir leurs intérêts de manière audible et politiquement consciente. S'il reconnaît l'existence de tels mouvements « *traditionnels* » au Moyen-Orient, allant des grèves locales aux manifestations de rue en passant par les luttes féministes, il constate leur inefficacité. Il soutient par exemple que « *les protestations urbaines de masse et le syndicalisme ont échoué à améliorer les conditions de vie d'un grand nombre de gens* » (p. 68). En ce qui

juste titre les liens étroits entre les régimes et les centrales syndicales, lesquels empêcheraient les travailleurs de s'engager dans des grèves et d'autres luttes. Il soutient par exemple que « *les ouvriers tendent à utiliser les organisations corporatistes pour servir leurs propres intérêts* » (p. 71), et note donc que la faiblesse du syndicalisme conduit logiquement à un « *déclin de la capacité mobilisatrice des mouvements ouvriers dans la région* » (p. 73). Mais c'est là passer sous silence le regain des luttes et des grèves ouvrières dans un certain nombre de pays, et notamment en Égypte, qui court-circuitent les canaux du syndicalisme officiel – nous y reviendrons.

Pour l'auteur, la réussite au Moyen-Orient de mouvements sociaux organisés, conscients, dotés de dirigeants et mobilisés de façon durable, est soumise à la condition qu'une « *opportunité politique* », souvent liée à un facteur extérieur, se présente (p. 9). En outre, ces mouvements restent limités par l'autoritarisme des États de la région, qui peuvent facilement contrôler leur développement. La conclusion coule de source pour Bayat : ce répertoire d'actions est peu pertinent pour comprendre la manière dont se transforment ces sociétés.

Les empiètements des plus pauvres sur la propriété des riches et de l'État leur permettent au contraire d'améliorer effectivement leurs conditions de vie et de transformer les sociétés. Bayat décrit les acteurs de ces non-mouvements, précise leurs objectifs et leurs conséquences.

L'auteur utilise de nombreux termes pour désigner les acteurs des non-mouvements et les auteurs des empiètements. Il semble viser l'ensemble des sans-pouvoirs et des gens de peu, mais sans jamais préciser leurs caractéristiques, en avançant plutôt de manière impressionniste. Son propos vise ainsi de manière générale « *la politique des marginaux urbains dans le monde en développement* », c'est-à-dire les « *gens ordinaires* » (p. 56), les « *nouveaux subalternes de la ville néolibérale* » (p. 12), les « *dépossédés urbains* » (p. 14), « *le peuple des villes* » (« *urban grass roots* », p. 68). Quelques idéaux-types ressortent de ces catégories. Sont ainsi représentatifs des non-mouvements les « *vendeurs de rue qui vont étendre leurs affaires dans les rues et passages* » (p. 13), les « *migrants des campagnes* » (p. 15), les squatteurs qui vont bâtir leur logement sur des terres

Les acteurs font ce qu'ils exigent, plutôt que de manifester pour que les autorités agissent en leur faveur. Ces pratiques sont quotidiennes et permanentes, et elles sont communes à des millions de gens.

appartenant à l'État et se raccorder d'eux-mêmes aux réseaux d'eau et d'électricité, les chômeurs, ou encore les « mères au foyer pauvres » (p. 11). L'ensemble peut paraître désordonné et le lecteur aurait peut-être aimé avoir accès à plus de détails ethnographiques sur ces catégories plutôt qu'à des considérations générales sur leurs aspects les plus saillants. Mais Asef Bayat écrit de telle manière que l'absence de définitions précises n'empêche pas le lecteur d'imaginer et de comprendre de qui il parle – surtout s'il a déjà arpenté les rues et quartiers du Caire.

Les non-mouvements quotidiens de ces urbains marginalisés sont silencieux et mus par l'action, contrairement aux mouvements sociaux classiques « idéologiquement orientés » (p. 19) qui font entendre leurs voix. Il ne s'agit pas « d'actions politiques délibérées », mais d'une conséquence née de la « nécessité » (p. 58). Leurs acteurs font ce qu'ils exigent, plutôt que de manifester pour que l'autorité agisse en leur faveur. Ces pratiques sont quotidiennes et permanentes, et elles sont communes à des millions de gens, agissant dans le même sens par des actions fragmentées. Enfin, le caractère illégal de ces actions semble être pour Bayat un critère important – mais pas forcément nécessaire – des non-mouvements (p. 15, 58 et 90).

L'auteur dégage deux objectifs de ces non-mouvements, qui sont de redistribuer les biens sociaux et de conquérir l'autonomie (p. 59). La redistribution se fait par la prise, souvent directe et illégale, de biens de consommation collective (terre, routes, eau, etc.) et d'opportunités économiques (notamment pour les vendeurs de rue). La question de l'autonomie est plus délicate à saisir dans

la pensée de Bayat. Les non-mouvements veulent « l'autonomie culturelle et politique par rapport aux réglementations, institutions et discipline imposées par l'État et les institutions modernes » (p. 59). Les marginaux cherchent à s'extraire le plus possible des sphères de la bureaucratie moderne. Ils sembleraient même préférer l'autonomie à l'intégration dans la sphère du formel : « Les luttes des pauvres pour consolider leurs communautés, avoir des écoles, des cliniques ou des égouts les intégreraient nécessairement dans les systèmes de pouvoir dominants – l'État et les institutions bureaucratiques modernes – qu'ils désirent éviter. Dans leur quête de sécurité, les pauvres urbains négocient et hésitent en permanence entre l'autonomie et l'intégration. Pourtant, ils continuent à rechercher l'autonomie dans tous les espaces que les structures et processus d'intégration laissent libres » (p. 60). L'interprétation est difficile et le lecteur pourrait croire que Bayat encense ces sortes de communes informelles constituées par les plus marginaux. Il pourrait facilement penser que l'auteur y voit l'expression d'un nouveau mode de vie idéal, libre et autonome. Mais ces impressions se heurtent à l'évidente pauvreté des acteurs des non-mouvements et au fait que la recherche de l'informalité et de l'autonomie ne s'explique que par la volonté de mener une vie digne et libérée de la misère. Autrement dit, par la nécessité.

Enfin, les non-mouvements produisent des conséquences importantes et essentielles sur les sociétés du Moyen-Orient. Ils contraignent souvent l'État à reconnaître leur existence en intégrant à la sphère du formel des quartiers squattés sur des terres interdites à la construction.

EXTRAIT POLITIQUE DE LA RUE

Les rues, de par leur nature même, constituent le théâtre du conflit urbain moderne par excellence. Rappelons seulement le rôle que « la rue » a joué dans des bouleversements politiques majeurs comme la Révolution française, les mouvements ouvriers du XIX^e siècle, les luttes anticoloniales, l'opposition à la guerre du Vietnam, les « révolutions de velours » d'Europe de l'Est et peut-être aussi le mouvement antiguerre actuel. La rue est le lieu principal de la politique pour les gens ordinaires, pour tous ceux et celles qui sont structurellement exclus des centres institutionnels du pouvoir. Simultanément sociales et spatiales, statiques et changeantes, les rues, en tant que lieu du familier et de l'étranger, du visible et de l'oral, représentent une réalité

complexe où se forment, se diffusent et s'expriment les sentiments et les points de vue de leurs usagers, selon des modalités particulières. La rue définit un espace physique où la contestation collective peut s'exprimer et être produite. La dimension spatiale de la politique de la rue la distingue des grèves et des *sit-ins*, parce que les rues sont non seulement des lieux où protester, mais aussi où étendre cette protestation au-delà des cercles immédiats dans lesquels évoluent habituellement les protestataires. C'est pourquoi on ne trouve pas seulement dans les rues des personnes marginalisées – des pauvres et des sans-emploi –, mais aussi des acteurs qui détiennent un certain pouvoir institutionnel, tels que les étudiants, les travailleurs, les femmes et les fonctionnaires, dont les

manifestations de rue visent à étendre la contestation. Une manifestation de rue réunit non seulement des « invités », mais aussi des « étrangers », lesquels peuvent être porteurs de doléances similaires, réelles ou imaginées. C'est cette contagion potentielle, et non seulement la perturbation ou le trouble engendrés par les émeutes et les soulèvements, qui constituent une menace pour les autorités dont le pouvoir est en conséquence omniprésent dans les espaces publics – à travers les patrouilles de police, la régulation de la circulation et la division spatiale. ■

Asef Bayat, *Life as Politics – How Ordinary People Change the Middle East*, Palo Alto, Stanford University Press, 2009, p. 167.

Les autorités doivent alors assurer les services qu'elles refusaient à ces catégories. La redistribution des biens publics semble alors effective. Par ailleurs, et cela revient comme un leitmotiv dans l'ouvrage et fait écho à son titre, ces pratiques transforment le Moyen-Orient. Comme elles sont le fait quotidien de millions de personnes, elles en deviennent normales et légitimes. L'illégalité devient ordinaire. Ces pratiques sont ainsi l'expression d'un activisme des plus pauvres, qui défendent leurs intérêts et apprennent à les formuler face aux autorités lors de conflits ou de négociations résultant des empiétements et illégalismes. L'auteur résume ces changements en écrivant qu'une « mobilisation sociale massive est déjà en cours » (p. 24).

Illégalismes populaires en milieu urbain

La thèse de Bayat peut être étayée par de nombreux travaux de recherche qui ont montré l'existence de ces empiétements, notamment dans le champ urbain. Une étude récente des quartiers informels en Égypte montre la banalisation de ce « mode d'habiter ». La chercheuse Marion Séjourné décrit ainsi la nature de cette illégalité : « Communément qualifiés d'« informels », de « spontanés » – « achwâ'iyât » en arabe (qui signifie hasardeux, construit à tort et à travers) –, les quartiers qui urbanisent ces terres [agricoles, en périphérie des villes] sont avant tout illégaux si l'on se réfère au droit égyptien⁴. » Cette illégalité est devenue banale : « Aujourd'hui, l'urbanisation illégale est un phénomène prépondérant en Égypte. »

Agnès Deboulet montre quant à elle que l'autonomie existe effectivement dans ces quartiers. Quand on regarde en bas, on voit que, dans le quartier cairote de Fustat – siège de la fondation de la ville en 647 – « les habitants ont bâti leur propre communauté sans aucune intervention de l'État et sont restés séparés et invisibles des autorités

étatiques [...] Près de deux générations d'habitants – les pionniers et leurs successeurs – ont donné un sens à l'idée de formation d'une ville malgré l'absence de l'État⁵. » La création de l'espace est donc le fait des habitants eux-mêmes, et non d'un projet urbanistique vu du ciel. Elle note toutefois qu'il ne s'agit pas là d'une « résistance consciente à des modèles imposés », mais de l'expression des « capacités singulières des habitants à adapter et réinventer des normes malgré l'extrême rareté de leurs ressources et l'absence de règles arrêtées ou d'autorité régulatrice locale légitimante⁶. »

Marion Séjourné utilise l'expression d'« habitants-producteurs » pour désigner ces architectes inavoués qui peuplent les quartiers illégaux du Caire⁷. Point de résistance ouverte face à l'autorité, donc, mais seulement – et c'est déjà beaucoup – création autonome d'un espace de vie, hors du contrôle étatique.

Résistance quotidienne dans les usines

Alors qu'Asef Bayat n'a guère pensé à appliquer sa grille analytique aux relations de travail dans les usines, Samer S. Shehata, un chercheur égypto-américain, a réalisé une étude de terrain en se faisant engager comme ouvrier pendant une année dans des usines textiles du delta du Nil⁸. Son livre est remarquable de précision sur la culture ouvrière et fourmille de détails sur le quotidien des usines. Il montre également que des techniques de ralentissement et de sabotage sont mises en œuvre en permanence par les ouvriers pour contrer les directives de la direction. Ces techniques silencieuses et illégales au vu des règlements de travail s'apparentent aux « empiétements » de Bayat, même si Shehata ne les décrit pas à travers ce cadre analytique.

En effet, il montre par exemple que les ouvriers opérateurs de machines à embobiner disposent de fait d'une « forme de pouvoir discrétionnaire » sur

LES RÉVOLUTIONS ARABES N'ONT PAS ÉTÉ UN « MIRACLE » POUR TOUT LE MONDE

Dès 2008, le journaliste britannique John R. Bradley, dans son livre *Inside Egypt: The Land of the Pharaohs on the Brink of a Revolution* (Macmillan, 2008), non seulement prévoyait explicitement la forte probabilité d'une explosion à court ou à moyen terme, mais en décrivait les modalités et la dynamique sociale (jeunesse et réseaux sociaux inclus) de façon remarquablement précise. De façon légèrement plus impressionniste, plusieurs des interlocuteurs – notamment égyptiens et bahreïnais – interviewés par

l'ancien correspondant du *New York Times* Neil McFarquhar pour son livre *The Media Relations Department of Hizbollah Wishes You a Happy Birthday: Unexpected Encounters in the Changing Middle East* (PublicAffairs, 2009) annonçaient des secousses politiques dans les années à venir. Et la frustration ambiante en Syrie et en Jordanie était aussi bien décrite dans le même livre, avec luxe de détails politiques, sociologiques et culturels.

On pourrait aussi mentionner celles et ceux qui suivaient la montée vertigineuse

des conflits du travail en Égypte, comme Joel Beinin avec *Justice for All. The Struggle for Worker Rights in Egypt* (Solidarity Center, 2010), ou encore, dans la gauche marxiste, l'ouvrage édité par Rabab El Mahdi et Philip Marfleet, *Egypt: The Moment of Change* (Zed Books, 2009), qui propose une analyse générale de la politique internationale menée par l'administration Moubarak, de la répression, ou encore des résistances démocratiques et ouvrières. ■

leur outil de travail, qui leur permet de satisfaire les exigences de la direction tout en travaillant moins: « Cette forme de résistance était imperceptible »; « Les actes de résistance sont une forme importante de conflit au sein de l'usine – la lutte des classes sur le lieu de production. Ces pratiques au niveau du lieu de travail sont politiques, il s'agit même souvent du seul type d'activité politique que peuvent pratiquer les ouvriers⁹. »

Mouvements sociaux et retour du politique

Si le cadre analytique proposé par Asef Bayat est pertinent pour décrire ces transformations et actions quotidiennes, il reste peu clair sur la manière dont elles se transforment en luttes politiques conscientes et déterminées à défendre ouvertement des intérêts ou à faire chuter un régime. Le lecteur comprend que ces ensembles d'actions constituent un apprentissage de la lutte et que les classes populaires prennent ainsi conscience de leur force, laquelle pourrait se déployer lorsque les circonstances l'y autorisent. Il n'en reste pas moins que l'auteur sous-estime largement le rôle des mouvements ouvriers et sociaux « traditionnels » dans cet apprentissage de la lutte, et dans la transformation du Moyen-Orient.

indéterminée, de la gratuité des soins médicaux et des primes de transport. [...] Selon le Land Center for Human Rights, le nombre de grévistes recensés dans l'année [2007] dépasse le million¹². »

Ces mouvements de grève se sont tellement généralisés que dans l'année précédant la chute de Moubarak, il ne se passait pas une journée sans qu'une grève n'éclate quelque part dans le pays. On pouvait ainsi voir des ouvriers descendus vers la capitale camper devant le siège du Premier ministre pour obtenir gain de cause. Avant même la révolution en 2011, les Égyptiens avaient appris à protester à haute voix, et pas seulement par le biais de mouvements illégaux et silencieux.

Les usages du droit ont joué un rôle essentiel dans ce renouveau des moyens de lutte. On a ainsi pu observer comment de nombreuses catégories sociales – ouvriers, paysans, étudiants, coalition pour le droit à la santé – ont eu recours à l'action judiciaire pour faire valoir leurs revendications et défendre leurs intérêts contre l'État, la police, ou des groupes d'hommes d'affaires qui y portaient atteinte. Un exemple tiré d'une expérience au sein du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux (CEDES), qui réunit des avocats pour la défense des droits des travailleurs et des plus pauvres, est à cet égard très parlant.

Avant même la révolution en 2011, les Égyptiens avaient appris à protester à haute voix, et pas seulement par le biais de mouvements illégaux et silencieux.

Depuis quelques années, en Égypte notamment, de plus en plus de grèves et de mouvements sociaux se déroulent de manière ouverte. Il ne s'agit pas d'actions quotidiennes, mais de moments exceptionnels de lutte. Les auteurs de *L'Égypte au présent* montrent comment les ouvriers ont été victimes des politiques de libéralisation mises en place depuis l'*infitâh* (ouverture économique) du président Sadate, jusqu'aux vagues de privatisations qui ont notamment suivi l'arrivée du gouvernement d'Ahmed Nazif en 2004. Ce cabinet, composé d'hommes d'affaires proches de Gamal Moubarak, fils du président en place à l'époque, a cherché à approfondir les réformes économiques dans le pays. La vente des entreprises publiques a notamment fait émerger « un nouveau salariat industriel privé au statut précaire et aux droits sociaux réduits¹⁰. » Malgré, ou en raison de ces difficultés nouvelles, une vague de mouvements sociaux va prendre naissance en Égypte dans les années 2000. On voit ainsi « une multiplication des mouvements de résistance. [...] Les grèves se multiplient, surtout dans les entreprises publiques ou en voie de privatisation, mais les ouvriers du secteur privé s'y mettent à leur tour¹¹. »

Françoise Clément note leur importance: en 2006, « des grèves reprennent dans les entreprises publiques et privées pour le paiement ou le rattrapage des salaires, contre les licenciements et la privatisation, pour l'extension des contrats à durée

Au printemps 2010, s'est déroulée en Égypte ce que les journaux ont appelé la « bataille des salaires¹³ ». Elle faisait suite à un arrêt du Conseil d'État, résultant des obligations constitutionnelles et internationales de l'État égyptien, qui oblige le gouvernement à fixer un salaire minimum permettant aux ouvriers de mener une vie digne. L'arrêt a été rendu sur requête d'un ouvrier d'une minoterie cairote défendu par les avocats du CEDES. Il se plaignait que son salaire mensuel – 368 livres égyptiennes, soit 48 euros – ne lui permettait pas de vivre dignement; et le Conseil d'État lui a donné raison. Si le gouvernement ne s'est pas exécuté immédiatement – loin de là –, l'action judiciaire a suscité un débat sur cette question, qui a été relayé par des manifestations et par d'autres recours devant les juges pour obliger le gouvernement à appliquer l'arrêt. Si cette bataille n'est pas gagnée et continue encore aujourd'hui – après la chute du *raïs* Moubarak –, l'épisode montre que l'activisme judiciaire est l'une des formes que prennent les protestations ouvertes qui se sont développées ces dernières années et ont préparé le terrain des révoltes de 2011.

Mais reste la question de savoir par quel biais ces empiètements silencieux, ces apprentissages des luttes et ces mouvements sociaux sporadiques ont pu mener à des manifestations de rue obligeant un vieux dictateur à quitter le pouvoir.

Géographie urbaine et sociale de la révolution

Asef Bayat consacre une partie importante de son ouvrage aux usages de l'espace public. Les rues sont le lieu de l'exercice du pouvoir des « sans-pouvoirs », le milieu où se manifestent les pratiques illégales d'empiétements. Du fait de cette occupation de l'espace public, c'est là que naissent les conflits entre les plus pauvres et l'État, qui cherche à y assurer son autorité et à maintenir l'ordre public. Ces conflits deviennent politiques lorsque l'État cherche à récupérer une autorité perdue sur ces lieux (p. 61-62). Le lecteur lira évidemment ici la logique qui a conduit Mohamed Bouazizi, le jeune vendeur de rue tunisien, à s'immoler à Sidi Bouzid, en réaction à une humiliation policière. Mais comment une telle tentative étatique de reprise de contrôle conduit à un soulèvement proprement politique et collectif ?

Bayat n'est guère clair sur ce point, mais le lecteur sent que quelque chose se joue au niveau de la lutte pour l'espace public, et qu'un conflit social peut devenir politique dès lors qu'il tourne autour du contrôle des rues. Les chapitres sur le rôle de la rue dans les mobilisations politiques au Moyen-Orient, et particulièrement pendant la révolution de 1979 en Iran, sont à ce titre particulièrement intéressants à la lumière de 2011. En parlant notamment de la place Tahrir au Caire – dont le rôle a été fondamental dans la révolution de 2011 –, il se demande « pourquoi ces espaces en particulier ont été les lieux d'expression des revendications et du développement de la solidarité » (p. 161), et répond ainsi : « Les révolutionnaires ne sont pas visibles uniquement dans les rues. Des millions jouent ces drames en coulisse : les ouvriers dans les usines, les paysans sans terre, les étudiants, les employés, et les leaders souvent dans des lieux fermés. Mais c'est au final dans les rues, l'espace public par excellence, que se galvanise la critique collective contre les détenteurs invisibles du pouvoir. C'est là que, souvent, se joue le destin des mouvements politiques. [...] Il ne s'agit pas seulement de réfléchir aux raisons pour lesquelles les révolutions

naissent, aux participants, et à la manière dont les événements se déroulent, mais aussi aux lieux dans lesquels elles se déploient. » (p. 164-165)

Ces lieux, ce sont la place Tahrir au Caire et l'avenue Bourguiba à Tunis. Mais l'attention trop grande portée à ces lieux symboliques peut nous empêcher de voir ce qui s'est joué à côté, et dont le rôle a été tout aussi fondamental. De même que l'occupation de ces espaces urbains résulte d'un patient apprentissage populaire et quotidien de leur usage, les nombreux mouvements sociaux qui ont eu un rôle déterminant en 2011 ont pu se déployer parce qu'un renouveau des luttes était en cours ces dernières années.

En février 2011, deux militants ouvriers de longue date me confirmeront l'importance de cette lame de fond prérévolutionnaire. Pour Kamal Abbas et Khaled Ali¹⁴, ces mouvements ont permis aux Égyptiens d'apprendre à revendiquer et ont préparé la révolution de 2011. Ils sont également convaincus que les ouvriers ont joué un rôle fondamental dans la chute de Moubarak. En effet, quelques jours avant son départ, le 11 février 2011, de nombreuses usines et entreprises s'étaient mises en grève dans tout le pays. Des chercheurs noteront après coup que « l'intervention de l'opposition syndicale et des mouvements sociaux a probablement joué un rôle décisif dans la décision de l'armée de destituer le président Moubarak¹⁵. » Et les grèves ont continué dans les mois suivants, installant durablement en Égypte la pratique de la contestation ouverte, de la lutte politique au grand jour. Non sans difficulté, bien sûr, car des voix qualifiées de « contre-révolutionnaires » se feront entendre pour appeler au calme et à un arrêt de revendications décrites comme « catégorielles »¹⁶.

Les révoltes de 2011 auront donc été rendues possibles par la conjonction d'un lent apprentissage populaire des illégalismes et du renouveau des mouvements sociaux « traditionnels ». Si ces soulèvements restent de – bonnes – surprises, il convient de les lire dans la continuité de transformations et de mouvements de démocratisation déjà présents et en cours. ■

NOTES

1. Denis Bachelot, « Confrontation vivifiante », in *Commentaire*, n° 134, été 2011, p. 387.
2. Cf. *Arab Human Development Report 2004 – Towards Freedom in the Arab World*, p. 164-165, rapport du PNUD cité par Asef Bayat, p. 38.
3. « Introduction – The Art of Presence », p. 1-26 ; « The Quiet Encroachment of the Ordinary », p. 43-65 ; « The Poor and the Perpetual Pursuit of Life Chances », p. 66-95. On peut également citer un article plus ancien – non repris dans ce livre –, mais qui propose une première élaboration de cette théorie à partir de l'exemple du Caire : « Cairo's Poor: Dilemmas of Survival and Solidarity », in *Middle East Report*, n° 202, hiver 1997, p. 2-6.
4. Marion Séjourné, « La “banalité” d'une urbanisation illégale », in Vincent Battesti et François Ireton (dir.), *L'Égypte au présent – Inventaire d'une société avant révolution*, Arles, Actes Sud, 2011, p. 112-113.
5. « The Dictatorship of the Straight Line and the Myth of Social Disorder – Revisiting Informality in Cairo », in Diane Singerman (dir.), *Cairo Contested – Governance, Urban Space and Global Modernity*, Le Caire, The American University in Cairo Press, 2009, p. 200-201.
6. *Ibid.*, p. 224.
7. Marion Séjourné, « La “banalité” d'une urbanisation illégale », art. cit., p. 125.
8. Samer S. Shehata, *Shop Floor Culture and Politics in Egypt*, Le Caire, The American University in Cairo Press, 2010, p. 304.
9. *Ibid.*, p. 69, 70 et 103.
10. « Les syndicalismes : lutte nationale, corporatismes et contestations », in *L'Égypte au présent*, op. cit., p. 378.
11. *Ibid.*, p. 379.
12. « Le nouveau marché du travail, les conflits sociaux et la pauvreté », in *L'Égypte au présent*, p. 614. Voir aussi Marie Duboc, « La contestation sociale en Égypte depuis 2004 – Précarisation et mobilisation locale des ouvriers de l'industrie textile », in *Revue Tiers Monde*, hors série 2011, p. 95-115, qui montre que des mouvements de grève se sont déployés malgré, et contre, la centrale syndicale inféodée au pouvoir de Moubarak.
13. *Al-Masry Al-Youm*, 6 avril 2010.
14. Le premier est un ancien ouvrier, directeur du Centre pour les services aux syndicats ; le second est avocat, directeur du Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux.
15. Françoise Clément, Marie Duboc et Omar El Shaféi, « Le Rôle des mobilisations des travailleurs et du mouvement syndical dans la chute de Moubarak », in *Mouvements*, n° 66, été 2011, p. 69-78.
16. Hesham Sallam, « Striking Back at Egyptian Workers », in *Middle East Report*, n° 259, 2011.



